

TRAVAIL ET DROIT



Supplément au
Mouvement Syndical Belge
du 20 octobre 1939.

La rémunération aux familles des mobilisés

Les textes officiels.

1. *Loi du 22 mai 1939* (« Moniteur belge » des 22 et 23 mai 1939). — C'est le texte organique de la réglementation encore en vigueur à l'heure actuelle. (Nous donnons en annexe le texte complet de cette loi, ainsi que les références relatives aux documents parlementaires.)

2. *Loi du 7 septembre 1939*. — Cette loi ne comprend que deux articles. Elle renvoie la détermination des ayants droit, des taux, des conditions d'octroi et de mode de paiement de l'indemnité aux familles des mobilisés, ainsi que la procédure éventuelle de recours à un arrêté royal.

Cet arrêté royal est actuellement à l'étude. En attendant qu'il paraisse, c'est donc le régime, établi par la loi du 22 mai, qui est encore en vigueur.

Point de départ erroné.

La loi du 22 mai fixe le taux de l'indemnité que l'Etat estime devoir allouer aux familles des mobilisés, en raison des services rendus à la nation par ceux-ci. Telle est la raison fondamentale, en vertu de laquelle le taux de l'indemnité est indépendant des conditions de fortune des bénéficiaires.

Cette conception peut théoriquement se défendre.

En pratique, elle donne lieu à des injustices flagrantes.

En effet, pour un bénéficiaire qui se trouve dans une situation de fortune aisée, l'indemnité ne constitue guère qu'un superflu.

Par contre, pour l'immense majorité des familles, dans lesquelles le salaire ou le traitement du mari constituait à lui tout seul la totalité des ressources du ménage, les taux d'indemnité consentis sont nettement insuffisants pour couvrir les besoins les plus élémentaires de la vie courante.

Nous ne sommes pas en état de préciser le chiffre exact des mobilisés; on peut toutefois estimer à plusieurs centaines de mille le nombre de familles d'ouvriers, d'employés, de petits commerçants, d'agriculteurs et d'artisans plongées dans des difficultés insurmontables, du fait de cette réglementation.

Ce qu'il faut faire.

1. Relèvement des taux de base.

Une augmentation des taux actuels de 8 francs et 3 fr. 50 (à partir du 31^e jour de la mobilisation : 5 francs) s'impose d'elle-même. Comment se nourrir, se loger, se vêtir, élever des enfants avec des sommes aussi insignifiantes, en tenant compte notamment de la saison d'hiver?

Toutefois, il ne convient pas de transposer simplement les taux du régime de l'assurance-chômage. Il y a lieu, en effet, de prendre en considération que le mobilisé ne se trouve plus à son foyer, tandis que le chômeur, lui, y reste.

Ayons donc recours aux travaux, portant sur les besoins minima, de personnalités non suspectes, telles : M. Bigwood, professeur à l'U.L.B., secrétaire du Comité National de l'Alimentation, et M. Jacquemyns, chargé de cours à l'U.L.B., chef du service des enquêtes

à l'Institut Solvay, auxquels il y a lieu d'ajouter les travaux de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique (voir notamment n° 7/8, du 6 septembre 1939, pages 213-215, de son organe).

Nous croyons pouvoir avancer, après consultation de ces études, les chiffres suivants, établis pour les agglomérations de Bruxelles et d'Anvers.

Allocation pour la femme	16
Allocation pour enfants	5

2. Différenciation suivant la résidence.

Le coût de la vie, ainsi que des loyers, étant différent suivant les localités, il convient d'adopter une réglementation similaire à celle existant en matière de chômage involontaire.

Toutefois, au lieu de tenir compte de cinq catégories de communes, nous proposons de n'adopter que trois catégories différentes, groupant en une seule les communes appartenant à la deuxième et à la troisième catégorie, et en une autre, les communes de la quatrième et de la cinquième catégorie.

Cela nous donne les trois taux ci-après :

	Bruxelles et Anvers	II* et III*	IV* et V*
Allocation pour la femme	16	14.50	13.00
Allocation pour enfants .	5	4.75	4.50

3. Etat de besoin.

Il est indispensable d'introduire cette notion dans la nouvelle réglementation, en tenant compte toutefois des considérations suivantes :

a) Il ne peut y avoir de *sanctions pénales*, car on ne conçoit pas qu'une famille, qui n'aurait pas déclaré l'intégralité de ses ressources, se voie privée, à titre de sanction, du bénéfice de l'indemnité de mobilisé, alors que le soldat, lui, continue à accomplir son devoir pour la défense nationale.

Il faut donc s'en tenir à la possibilité d'une *réduction* du taux de l'indemnité, en cas d'infraction aux règles de l'état de besoin.

b) Il n'y a pas lieu de tenir compte simplement des ressources sous forme de *revenus*, mais également du *capital* qui serait éventuellement en possession des bénéficiaires.

c) Il n'y a pas lieu de fixer, comme c'est le cas en matière d'assurance-chômage, des *immunisations* de certaines ressources, telles que les pensions, les allocations d'invalidité, les allocations pour les estropiés, etc.

Bref, la réglementation fixant l'état de besoin devrait être plus simple que celle existant en matière de chômage, et ceci également dans le but de ne point nécessiter une organisation administrative trop lourde pour la faire observer.

4. Paiement par mandat ou par virement postal.

L'hiver est à nos portes. Ce serait donc une bonne chose que d'éviter aux femmes des mobilisés les longues stations dans les Maisons communales. Il sera plus expéditif d'adopter une procédure plus rapide de paiement de ces indemnités.

G.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

22 mai 1939.

Loi relative à l'octroi d'une rémunération spéciale aux familles des militaires rappelés sous les drapeaux à l'occasion des mesures prises pour assurer la sécurité du pays (1).

LÉOPOLD III, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article premier. — Les dépenses effectuées ou restant à effectuer par suite de l'octroi, dans les conditions énumérées à l'article 2, d'une rémunération spéciale aux familles des militaires soldés, rappelés sous les armes à l'occasion des mesures prises pour assurer la sécurité du pays, seront imputées sur le fonds spécial et temporaire institué par la loi du 18 janvier 1939 en vue de la couverture des dépenses afférentes à la mise de l'armée sur pied de paix renforcé.

Art. 2. — Les conditions d'octroi de la rémunération spéciale visée à l'article premier sont fixées comme suit :

I. Une indemnité est allouée aux familles des militaires soldés rappelés sous les armes à l'occasion des mesures prises pour assurer la sécurité du pays.

II. Cette indemnité est due à compter du jour du rappel sous les armes jusqu'au jour inclusivement du renvoi du militaire dans ses foyers.

III. Les personnes considérées comme membres de la famille sont désignées ci-après, dans l'ordre de priorité :

1° L'épouse du militaire ;

2° Les personnes qui ont la charge des enfants âgés de moins de 16 ans ou incapables, en raison de maladies ou d'infirmités attestées par certificat médical,

(1) Session extraordinaire 1939.

Chambre des Représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi et exposé des motifs, n° 7. Séance du 25 avril 1939. — Rapport, n° 12. Séance du 26 avril 1939. — Amendements, n°s I et II. — Amendement du gouvernement. Séance du 3 mai 1939.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. — Séance du 3 mai 1939, pages 92 à 107.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 11. — Rapport, n° 29. Réunion de la commission du 10 mai 1939. — Amendements, n°s I et II.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 17 mai 1939, pages 63 à 67.

de pourvoir à leur subsistance, si le militaire est veuf ou divorcé avec enfants.

Le militaire qui a légalement reconnu un ou des enfants naturels est assimilé au veuf avec enfants ;

3° Les père et mère légitimes du militaire célibataire ou le survivant d'entre eux ;

4° La personne qui assure l'entretien des frères et sœurs orphelins ou abandonnés qui sont âgés de moins de 16 ans ou incapables, en raison de maladie ou d'infirmité attestée par certificat médical, de pourvoir à leur subsistance ;

5° Le ou les ascendants du militaire.

IV. Si le militaire est enfant naturel reconnu, l'indemnité est allouée, à défaut d'épouse ou d'enfants retenus du mariage, au profit de la femme de qui la reconnaissance est émanée, pourvu qu'elle soit désignée dans l'acte de naissance et que la reconnaissance soit antérieure à la mise de l'armée sur le pied de paix renforcé.

Le militaire intéressé a toujours le droit de désigner un autre reconnaissant comme bénéficiaire, en produisant à l'appui une copie conforme de l'acte de reconnaissance.

V. A défaut des ayants droit visés aux §§ III et IV, l'indemnité est allouée à la personne qui a recueilli le militaire alors qu'il était orphelin ou abandonné, l'a élevé et eu à sa charge depuis cinq années au moins avant que le militaire ait atteint l'âge de 19 ans accomplis.

VI. Si les parents ou ascendants sont divorcés ou séparés de corps, le militaire décide si le montant de l'indemnité doit être payé par moitié à chacun d'eux et, dans la négative, il désigne celui des deux conjoints auquel il revient.

La même règle est appliquée si plusieurs personnes se réclament des mêmes services militaires pour obtenir l'indemnité.

VII. Le militaire peut faire opposition au paiement de l'indemnité à son épouse convaincue de mauvaise conduite, pour autant qu'elle n'ait pas conservé la garde des enfants. S'il est établi, par une enquête des autorités communales, que l'opposition est fondée, le militaire en cause est assimilé au veuf ou divorcé avec ou sans enfants.

VIII. Les demandes tendant à l'obtention de l'indemnité doivent être adressées par les bénéficiaires soit à l'Administration communale du lieu de résidence en Belgique des requérants, soit à l'autorité diplomatique ou consulaire dans le ressort de laquelle ils résident à l'étranger, soit au Ministère de l'Intérieur, s'ils résident au Congo.

Elles doivent être formulées par écrit.

Le délai pour l'introduction des demandes est fixé à quinze jours pour les requérants résidant en Belgique, à un mois pour ceux qui résident dans un pays d'Europe, à trois mois pour ceux qui résident hors d'Europe.

Le délai commence à courir le jour du renvoi du militaire dans ses foyers.

IX. Les indemnités dont il s'agit sont payées par l'Administration communale du lieu de résidence des requérants, par l'autorité diplomatique ou consulaire dans le ressort de laquelle ils résident, ou par le Ministère de l'Intérieur, si les requérants résident au Congo.

Les Administrations communales et les autorités diplomatiques ou consulaires en font l'avance pour compte de l'Etat, dans les conditions fixées par le Gouvernement.

X. Le taux de l'indemnité à allouer aux bénéficiaires suivant l'ordre de priorité établi aux §§ III, IV et V, est fixé à :

a) 8 francs par jour pour les personnes mentionnées aux §§ III, 1°, 3°, 4° et 5°, IV et V ;

b) 3 fr. 50 par jour et par enfant à charge pour les personnes mentionnées au § III, 1° et 2°.

XI. L'indemnité est incessible et insaisissable.

XII. Les indemnités dont il est question ci-dessus ne sont pas dues :

1° Lorsque le militaire bénéficie des indemnités prévues à l'article 52 de la loi sur la milice ;

2° Lorsque le militaire continue à percevoir son traitement ou salaire à titre de fonctionnaire ou d'agent de l'Etat, des provinces, communes, régies, services concédés, établissements publics ou d'intérêt public et, en général, de toutes les administrations publiques subordonnées ;

3° Lorsque le militaire est chômeur complet.

Art. 3. — L'indemnité dont le taux, les bénéficiaires et les modalités d'octroi et de paiement sont fixés à l'article 2 de la présente loi, sera allouée, dans les mêmes conditions, aux ayants droit susvisés des militaires soldés qui, postérieurement au 1^{er} avril 1939, ont été ou seront rappelés ou maintenus sous les armes pour participer aux mesures prises en prévision d'un renforcement ou d'une mobilisation éventuelle de l'armée.

Toutefois, par dérogation au § XII, 3°, de l'article 2, l'indemnité sera allouée aux ayants droit du chômeur complet.

En outre, par dérogation au littéra b du § X de l'article 2, le taux de l'indemnité à allouer aux personnes mentionnées au § III, 1° et 2°, est porté de 3 fr. 50 c. à 5 francs par jour et par enfant, à partir du 31^{er} jour inclusivement de rappel ou de maintien sous les drapeaux, pourvu que le militaire totalise les 30 jours de présence sous les drapeaux dans les six mois, à dater du premier jour de service militaire donnant droit au paiement de l'indemnité.

Art. 4. — Un crédit fixé, provisoirement, à 10 millions, est ouvert au Ministère de l'Intérieur pour le paiement des dépenses prévues à l'article 3 ci-dessus et afférentes à l'exercice 1939.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 1939.

Jurisprudence

CONTRAT D'EMPLOI

Conseil de Prud'hommes de Pâturages⁽¹⁾ (Chambre pour Employés)

19 décembre 1937.

M. M. c/ C. L. P.

Contrat d'emploi. — Résiliation. — Préavis de six mois. — Nécessité d'avoir été occupé exclusivement comme employé pendant dix années.

Pour avoir droit au préavis de six mois prévu par l'article 12, lit. a, in fine de la loi du 7 août 1922, il faut nécessairement que l'employé ait été occupé en cette qualité exclusivement pendant dix années consécutives.

L'employé ne peut faire entrer en ligne de compte pour le calcul de la période de dix ans, les années qu'il aurait passées au service du même patron en qualité d'ouvrier avant son accession au grade d'employé.

Revu les sentences des 21 janvier et 6 avril 1937;

Où les parties dans leurs explications par l'organe de M. D..., J., fondé de procuration pour le demandeur et M. Jottrand, conseil de la défense;

Attendu que le demandeur est entré au service de la défenderesse le 19 octobre 1925, comme sclauneur, pour ensuite devenir taqueur, recarreur, et aidant-porion-niveleur jusqu'au 1^{er} octobre 1932; que le 3 octobre 1932, il fut nommé porion-marqueur;

Attendu que le demandeur fut renvoyé sans préavis le 7 novembre 1936;

Qu'il fut qualifié « employé » par décision de la Chambre Mixte de ce siège en date du 7 octobre 1937, parce que, en étant porion-marqueur, il s'avérait qu'à un moment déterminé, — et ce, après le 3 octobre 1932, — le demandeur était chargé uniquement de travaux d'écritures et de direction de bureau;

Attendu qu'étant employé au moment du congé sur l'heure, le demandeur ne pouvait être renvoyé sans préavis que pour motifs graves et notifiés par lettre recommandée, expédiée dans les trois jours du congé, conformément au prescrit de l'article 14 de la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi;

Attendu qu'à défaut de s'être conformée à cette prescription d'ordre public, la défenderesse doit au demandeur les indemnités correspondant au délai de préavis;

Attendu que le demandeur réclame une indemnité équivalant à six mois de préavis, à prétexte que, au moment de son renvoi, il était au service de la défenderesse depuis dix années au moins; et qu'il importe peu qu'il ait été ouvrier pendant une partie de ces dix années, pourvu qu'au moment du congé, il fut employé;

Attendu que le demandeur — dans l'hypothèse la

(1) Jugement emprunté à la revue *Jurisprudence du Louage d'Ouvrage* de M^e L.-Th. Léger.

plus favorable à ses prétentions — ne peut être considéré comme employé que depuis le 3 octobre 1932; qu'il n'a donc pas été employé pendant dix ans;

Attendu que le raisonnement du demandeur constitue manifestement une fausse interprétation de l'article 12 de la loi du 7 août 1922;

Attendu que cette loi a pour unique objet le contrat d'emploi et par conséquent de fixer le statut des employés;

Que du reste, la disposition de l'article 12, littéra a) in fine — « le délai sera de six mois pour les employés qui sont demeurés au service du même patron pendant dix années » — parle d'elle-même; et indique, par ses termes précis, un état de continuité qui ne peut laisser place à aucun doute: « ceux qui sont demeurés comme employés pendant dix ans »;

Attendu qu'au surplus, il s'agit d'une disposition restrictive et exceptionnelle au principe du délai de préavis et que, dès lors, elle doit être de stricte interprétation;

Que c'est donc bien en qualité d'employé que les services doivent avoir été rendus pendant dix ans;

Attendu que le demandeur n'a droit qu'aux indemnités correspondant à trois mois de préavis;

Attendu que le demandeur réclame en outre les appointements afférents à la période restant à courir depuis le 7 novembre 1936, date du renvoi, jusqu'au 30 novembre;

Attendu que les appointements du mois en cours ne sont dus que pour la période pendant laquelle les services ont été réellement prestés, les appointements ne formant nullement une somme due et échue au premier jour du mois, mais n'étant que la contre-prestation échéant journallement des services prestés journallement par l'employé;

Que du reste, accorder le restant du mois en cours serait ajouter au prescrit de l'article 15 de la loi du 7 août 1922 qui établit, en cas de rupture sans motif, un forfait qui fixe le montant des indemnités dues « aux appointements de la durée du préavis »;

Attendu que ce chef de demande n'est donc pas fondé;

Attendu qu'il y a lieu de tenir compte de la valeur du charbon auquel avait droit le demandeur pendant les trois mois du préavis, c'est-à-dire 1,500 kg. à 137 francs la tonne, soit 205 fr. 50.

Par ces motifs:

Le Conseil de Prud'hommes, statuant contradictoirement et en premier ressort, donnant acte aux parties de leurs dires, dénégations et réserves, dit la demande recevable et en partie fondée;

En conséquence, condamne la défenderesse à payer au demandeur:

1^o Pour indemnité de nonante jours de préavis, la somme de 5,278 fr. 65 et pour valeur du charbon non reçu, celle de 205 fr. 50, soit ensemble: 5,484 fr. 15;

2^o Les intérêts judiciaires de cette somme;

Déboute le demandeur du surplus de ses prétentions;

Condamne la défenderesse aux dépens.